

COUR ADMINISTRATIVE

Numéros 41201C et 41208C du rôle
Inscrits respectivement les
29 et 31 mai 2018

Audience publique du 15 novembre 2018

**Appels formés par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et
l'administration communale de Diekirch
contre un jugement du tribunal administratif du 19 avril 2018
(n° 39033 du rôle) ayant statué sur un recours
de Monsieur ..., ...,
contre une délibération du conseil communal de Diekirch et
une décision du ministre de l'Intérieur
en matière de refonte du plan d'aménagement général**

I.

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 41201C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 29 mai 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING, muni à cet effet d'une autorisation du ministre de l'Intérieur du même jour, dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché du Luxembourg du 19 avril 2018 (n° 39033 du rôle) ayant déclaré recevable et fondé le recours en annulation introduit par Monsieur ..., demeurant à L-..., de manière à annuler la délibération du conseil communal de Diekirch du ... portant adoption des parties graphiques et écrite du projet d'aménagement général de Diekirch ainsi que la décision d'approbation afférente du ministre de l'Intérieur du ... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 29 juin 2018 par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 25 septembre 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 26 octobre 2018 par Maître Georges KRIEGER au nom de Monsieur ... ;

II.

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 41208C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 31 mai 2018 par Maître Albert RODESCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'administration communale de Diekirch, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins en fonction, ayant sa maison

communale à L-9233 Diekirch, 27, avenue de la Gare, dirigée contre le même jugement du 19 avril 2018 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Gilbert RUKAVINA, demeurant à Diekirch, immatriculé auprès du tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, du 7 juin 2018 portant signification de cette requête d'appel à Monsieur ..., préqualifié ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 29 juin 2018 par Maître Georges KRIEGER au nom de Monsieur ..., préqualifié ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 2 juillet 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 27 septembre 2018 par Maître Albert RODESCH au nom de l'administration communale de Diekirch ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 26 octobre 2018 par Maître Georges KRIEGER au nom de Monsieur ... ;

I. et II.

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement dont appel ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Paul SCHINTGEN, en remplacement de Maître Albert RODESCH, Madame le délégué du gouvernement Hélène MASSARD, assistée de Monsieur Fabio OTTAVIANI, conseiller de gouvernement au ministère de l'Intérieur, de même que Maître Sébastien COUVREUR, en remplacement de Maître Georges KRIEGER, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 8 novembre 2018

Lors de sa séance publique du 24 septembre 2015, le conseil communal de Diekirch, ci-après le « *conseil communal* », fut saisi par le collège des bourgmestre et échevins de Diekirch, ci-après « *le collège échevinal* », en application de l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, ci-après « *la loi du 19 juillet 2004* », d'un projet d'aménagement général pour la commune de Diekirch, ci-après le « *PAG* » à l'égard duquel il décida à l'unanimité d'« (...) *émettre un vote positif (...) de sorte que le collège des bourgmestre et échevins peut procéder aux consultations prévues aux articles 11 et 12 de la loi (...) du 19/07/2004 (...)* ».

Par courrier du 30 octobre 2015, Monsieur ... soumit au collège échevinal son objection à l'encontre dudit projet d'aménagement général.

En sa séance publique du ..., le conseil communal décida d'adopter, toujours à l'unanimité, « *la partie graphique du projet d'aménagement général, modifiée suivant les avis de la commission d'aménagement et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département de l'environnement, ainsi que sur base des réclamations (...)*

la partie écrite du projet d'aménagement général, modifiée suivant l'avis de la commission d'aménagement et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département de l'environnement, ainsi que sur base des réclamations (...) ».

Dans le cadre de ladite délibération, le conseil communal prit position comme suit par rapport à l'objection formulée par Monsieur ... :

« (...) Le conseil communal décide unanimement de ne pas donner de suite favorable et ainsi de maintenir le classement selon zone forestière du projet PAG en procédure. Le conseil communal argumente sa proposition comme suit :

- Le classement en zone de verdure est directement lié à l'inconstructibilité au niveau du talus existant, et non en raison de la présence d'arbres sur le terrain comme invoqué par le réclamant ;*
- La construction sur cette parcelle présente un risque indéniable de déstabiliser le talus du ... à cet endroit. Les projets présentés dans le passé par Monsieur ..., et refusés, soutiennent cette crainte de déstabilisation, vu que des pieux d'une profondeur supérieure à 20 mètres doivent être réalisés afin de soutenir le talus. Dans ces projets la stabilisation des terrains voisins n'a de plus jamais été traitée ;*
- L'accès au terrain n'est pas réalisable à cause d'un mur d'une hauteur de 5 mètres déjà existant sur place et rendant impossible des raccords adéquats ;*
- Par ailleurs : le reclassement demandé en HAB 1 et l'affectation en quartier existant ne permettraient pas une construction à cet endroit au vu des prescriptions en matière de hauteurs (cf. PAP QE -espace résidentiel 2 ou 3 tel qu'en procédure) ;*

La loi modifiée du 19 juillet 2004 a été respectée en introduisant ensemble le PAG et la SUP. (...) ».

Par courrier de son litismandataire du 12 avril 2016, Monsieur ... déclarant être propriétaire des parcelles inscrites au cadastre de la commune de Diekirch, section ... du chef-lieu, au lieu-dit « ... » sous les numéros ... et ..., désignées « *les parcelles litigieuses* », introduisit auprès du ministre de l'Intérieur, ci-après « *le ministre* », une réclamation à l'encontre de la délibération prérelatée du conseil communal du

Cette même délibération du ... fut approuvée par décision du ministre du ..., à travers laquelle celui-ci déclara également recevable, mais non fondée la réclamation précitée de Monsieur

Cette décision ministérielle est libellée comme suit dans ses parties pertinentes pour le présent litige :

« (...) Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la délibération du 24 septembre 2015 du conseil communal de la Ville de Diekirch portant saisine du projet d'aménagement général, parties écrite et graphique ;

Vu la délibération du ... du conseil communal de la Ville de Diekirch portant adoption du projet d'aménagement général, parties écrite et graphique ;

Vu l'article 18 de la loi précitée, en vertu duquel le Ministre ayant l'aménagement communal et le développement urbain dans ses attributions statue sur les réclamations lui soumises, en même temps qu'il décide de l'approbation du projet d'aménagement général ;

Vu les réclamations introduites par (...) par Maître Georges Krieger au nom et pour le compte de Monsieur ... (...);

Considérant qu'avant de statuer, le Ministre vérifie la conformité du projet d'aménagement général avec les dispositions de la loi précitée et notamment les objectifs énoncés à l'article 2, ainsi qu'avec les plans et programmes déclarés obligatoires en vertu de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ou se trouvant à l'état de projet soumis aux communes ;

Considérant qu'aucune irrégularité au niveau de la procédure d'adoption du projet d'aménagement général n'a pu être constatée ;

Considérant que la réclamation émanant de Monsieur ..., tendant à faire intégrer en zone à urbaniser les parcelles cadastrales n^{os} ... et ..., sises à Diekirch, est non fondée ; qu'en effet le classement en « zone forestière [FOR] » des fonds litigieux est parfaitement justifié ; que lesdites parcelles ne sont que difficilement accessibles depuis la voirie publique et sont couvertes d'un massif forestier ; qu'elles se caractérisent également par une topographie très accidentée, notamment par un talus important, ce qui rend les terrains difficilement aménageables ; qu'en raison de la topographie le long de la rue ..., les autorités communales n'ont intégré dans la « zone d'habitation 1 [HAB 1] » que les fonds actuellement déjà dotés d'une construction ; (...)

Arrête :

Art.1 : Les délibérations des 24 septembre 2015 et ... du conseil communal de la Ville de Diekirch portant adoption du projet d'aménagement général, parties graphique et écrite, sont approuvées.

Art.2 : Vu les réclamations introduites par (...) Maître Georges Krieger au nom et pour le compte de Monsieur ..., (...) sont recevables en la forme et non fondées quant au fond. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 27 janvier 2017 (n° 39033 du rôle), Monsieur ... fit introduire un recours tendant à l'annulation à la fois de la délibération du conseil communal de Diekirch du ..., précitée, portant adoption du PAG et de la décision d'approbation du ministre déclarant en même temps recevable mais non fondée sa réclamation afférente du

Par requêtes parallèles du même jour, inscrites respectivement sous les numéros 39031 et 39032 du rôle les époux ... et ..., d'un côté, et les mêmes époux ensemble avec Messieurs ... et ..., de l'autre, firent également introduire leurs recours afférents devant le tribunal.

Ces trois recours furent toisés par trois jugements parallèles du 19 avril 2018 à travers lesquels le tribunal a, à chaque fois, déclaré ces recours recevables et fondés pour annuler, à chaque fois, les délibération communale du ... et décision ministérielle d'approbation du ... à travers eux attaquées.

C'est contre le jugement du 19 avril 2018 rendu sous le numéro 39033 du rôle dans l'affaire introduite par Monsieur ... qu'à la fois l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la commune de Diekirch ont respectivement fait introduire un appel en date successivement des 29 et 31 mai 2018. L'appel étatique est inscrit sous le numéro 41201C du rôle, tandis que l'appel communal est inscrit sous le numéro 41208C du rôle.

Dans la mesure où les deux appels sont dirigés contre le même jugement, il y a lieu, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, de les joindre et de les toiser par un seul et même arrêt.

Monsieur ... met en cause la recevabilité de l'appel étatique interjeté au motif qu'en raison du principe de l'autonomie communale et du fait que le phasage par eux critiqué aurait été l'initiative de la commune, l'appel étatique ne saurait être déclaré recevable, pareille initiative n'appartenant précisément pas à l'Etat.

Il est patent qu'à travers le jugement dont appel la décision ministérielle d'approbation du ... a été annulée, de même que l'Etat a été condamné aux dépens de l'instance.

L'Etat du Grand-Duché du Luxembourg revêt dès lors, on ne saurait plus manifestement, à la fois qualité et intérêt à appeler ce jugement qui lui fait de la sorte éminemment grief.

Le moyen est à écarter *de plano*.

Aucun autre moyen d'irrecevabilité n'étant utilement soulevé par rapport à l'un quelconque des deux appels interjetés, ceux-ci peuvent être considérés comme ayant été régulièrement fournis.

Au fond, la question préalable première qui se pose en appel, à la suite du jugement critiqué, est celle de savoir si, oui ou non, la procédure de refonte du PAG de la commune de Diekirch a pu s'effectuer suivant le phasage opéré en deux temps ou si, tel que l'ont retenu les premiers juges, pareille manière de procéder est contraire aux dispositions de la loi du 19 juillet 2004 et doit être sanctionnée par la nullité à la fois de la délibération communale du ... portant adoption des parties graphique et écrite du PAG sous analyse et de la décision ministérielle d'approbation afférente du

En fait, il est constant en cause que dès l'étude préparatoire les autorités communales de Diekirch ont clairement indiqué que la refonte du PAG se faisait en deux phases successives ; la première concernant la Ville de Diekirch proprement dite et la seconde uniquement le site « *Fridhaff* ». De même les chapitres 1 à 3 de l'étude préparatoire ont été indiqués comme étant identiques aux deux dossiers de révision.

Il est également constant en cause qu'au moment de l'adoption du PAG concernant la première phase impactant la Ville de Diekirch proprement dite, il y a eu mise sur orbite du projet concernant la deuxième phase du *Fridhaff* comprenant la zone artisanale Nordstad, désignée ci-après par la « *ZANO* », située à cheval sur le territoire de deux communes, celle de Diekirch et celle d'Erpeldange-sur-Sûre, s'agissant en plus d'un projet commun de six communes de la future « *Nordstad* », à savoir celles de Colmar-Berg, Schieren, Ettelbrück, Erpeldange-sur-Sûre, Diekirch et Bettendorf. Cette seconde phase a été adoptée par le conseil communal suivant délibération du 14 octobre 2016.

Tandis que Monsieur ... sollicite à chaque fois que l'appel de la partie publique soit déclaré non fondé et que partant le jugement dont appel soit confirmé en ce qu'il a annulé à la fois la décision d'adoption du PAG du ... et la décision d'approbation afférente du ..., les deux parties publiques, à travers leurs appels respectifs, proposent des conclusions échafaudées en plusieurs ordres de subsidiarité.

L'Etat demande en ordre principal la réformation du jugement dont appel dans la mesure où le recours initial aurait dû être déclaré non fondé en première instance.

Au premier titre de subsidiarité, l'Etat sollicite encore la réformation dudit jugement dans la mesure où le recours aurait dû être déclaré non fondé alors qu'il serait factuellement inexact que l'intimé n'était pas en mesure d'apprécier les éventuelles répercussions de la phase 2 du Fridhaff sur le classement de sa propre parcelle dans le cadre de la phase 1.

Dans un deuxième titre de subsidiarité, l'Etat demande encore la réformation dudit jugement dans la mesure où le recours aurait dû être déclaré non fondé en ce qu'il exige que l'intimé aurait dû pouvoir mesurer les répercussions de la phase 2 du Fridhaff sur le classement de sa parcelle en la phase 1.

Dans un troisième titre de subsidiarité, l'Etat sollicite la réformation du même jugement dans la mesure où l'annulation totale prononcée irait au-delà du nécessaire, une annulation partielle, limitée à la parcelle de la partie intimée, ayant été suffisante pour mettre cette dernière en mesure de formuler ses objections ayant trait aux répercussions de la phase 2 sur le classement de sa parcelle en phase 1.

L'Etat demande encore à voir renvoyer pour le surplus et en toute hypothèse le dossier devant les premiers juges.

La commune, quant à elle, conclut en premier lieu et à titre principal à la réformation du jugement dont appel alors que le recours en annulation de Monsieur ... aurait dû être déclaré irrecevable, sinon non fondé en ce qu'aucune objection ni aucune réclamation valables ayant pour objet le phasage du PAG n'avaient été introduites en phase précontentieuse de manière à mettre à mal toute la procédure d'aplanissement des difficultés prévue par la loi.

Au premier titre de subsidiarité, la commune demande la réformation dudit jugement dans la mesure où le recours aurait dû être déclaré non fondé alors qu'il conviendrait de constater que la nouvelle décision à prendre à la suite de l'annulation ne serait pas susceptible de différer de la décision annulée et que le moyen ayant trait au phasage ne serait dès lors pas opérant, l'annulation n'étant nullement susceptible de modifier les motifs de sécurité et d'urbanisation rationnelle ayant justifié le rejet de l'objection de l'intimé par le conseil communal.

En tant que deuxième titre de subsidiarité, la commune sollicite la réformation du jugement dont appel dans la mesure où le recours aurait dû être déclaré non fondé, étant donné qu'il serait factuellement inexact que l'intimé n'aurait pas été en mesure d'apprécier les éventuelles répercussions de la phase 2 du Fridhaff sur le classement de sa propre parcelle dans le cadre de la phase 1.

En tant que troisième titre de subsidiarité, la commune sollicite la réformation du jugement dont appel dans la mesure où le recours aurait dû être déclaré non fondé en ce qu'il exige que l'intimé aurait dû pouvoir mesurer les répercussions de la phase 2 du Fridhaff sur le

classement de sa parcelle dans le cadre de la phase 1, étant donné que cette exigence ne serait ni inscrite dans la loi ni confirmée par la jurisprudence antérieure ni encore par des réalités quelconques en matière d'urbanisme.

En tant que dernier titre de subsidiarité, la commune sollicite la réformation du jugement dont appel dans la mesure où l'annulation totale prononcée par le tribunal par rapport aux délibération communale et décision ministérielle critiquées irait au-delà du nécessaire tandis qu'une annulation partielle et limitée aux parcelles de l'intimé aurait été suffisante dans cette hypothèse pour mettre ce dernier en mesure de formuler ses objections ayant trait aux répercussions de la phase 2 sur classement de sa parcelle dans le cadre de la procédure relative à la phase 1.

La commune sollicite également, en toute hypothèse, le renvoi du dossier devant les premiers juges en prosécution de cause.

Par rapport aux argumentaires ainsi proposés par les deux parties appelantes et sur jonction des deux appels, la Cour estime que les deux premiers ordres de subsidiarité proposés par la commune revêtent un caractère préalable et nécessitent dès lors une analyse première.

En ce qui concerne l'exigence invoquée par la commune qui consisterait à ce que des moyens soulevés en phase contentieuse auraient d'ores et déjà dû être formulés en phase précontentieuse, la Cour est amenée à concilier deux exigences procédurales, la première relative à la phase précontentieuse ayant trait à la procédure d'aplanissement des difficultés prévue à la fois devant le conseil communal et le ministre et la seconde ayant trait à la phase contentieuse.

Il est constant en cause que l'article 41 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après « *la loi du 21 juin 1999* », prévoit que si les demandes nouvelles en appel ne sont pas admissibles, cependant des moyens nouveaux peuvent y être soulevés. Pour le surplus, il y a lieu de suivre la jurisprudence constante en matière de recours contre des décisions individuelles, étendue par la Cour administrative également à la matière spécifique de la mise en place des plans d'aménagement communaux, encore que globalement ceux-ci s'analysent en actes administratifs à caractère réglementaire, suivant laquelle il doit être permis à la partie publique de faire valoir en phase contentieuse des motifs à la base de l'acte critiqué pourvu qu'ils aient existé au moment de la prise de cet acte, encore qu'ils n'aient point été indiqués comme tels en phase précontentieuse. Cette ouverture jurisprudentielle connaît comme pendant la possibilité légale pour chaque administré d'invoquer encore en phase contentieuse des moyens nouveaux, par hypothèse non développés comme tels en phase précontentieuse.

La procédure d'aplanissement des difficultés mise en place par la loi du 19 juillet 2004, à la suite de celle déjà contenue dans la loi antérieure du 12 juin 1937, revêt un caractère essentiellement dynamique et est de nature à parcourir, le cas échéant, déjà au stade précontentieux, au moins deux étapes, celle de l'objection devant le conseil communal et celle de la réclamation devant le ministre de l'Intérieur.

Si au bout de ces deux étapes, aucun aplanissement valable n'a pu être réalisé, il est loisible à l'administré de porter un recours devant le tribunal administratif. Une fois le recours arrivé en phase contentieuse, le droit commun s'applique avec la possibilité de fourniture de moyens nouveaux et parallèlement celle d'indication de motifs ayant existé en temps utile même s'ils n'ont pas encore été fournis jusque lors par les parties publiques. Parallèlement, des

tentatives d'aplanissement ne sont point interdites et se trouvent d'autant plus stimulées que des éléments plus en avant puissent être échangés.

La Cour, en dernière instance, dans le cadre des visites des lieux qu'elle a tendance à organiser de manière systématique, se rendra compte si l'aplanissement des difficultés n'a pas été poussé jusqu'au bout de ses possibilités et, le cas échéant, tentera de rapprocher les parties sinon même de les concilier. Tel est le but ultime du mécanisme de l'aplanissement des difficultés.

Il découle de l'ensemble des considérations qui précèdent que le moyen soulevé en ordre principal par la commune de Diekirch n'est point fondé et que le fait que l'argument du phasage n'ait pas été soulevé en phase précontentieuse ne rend cependant pas *ipso facto* et *ipso jure* ce moyen irrecevable en phase contentieuse.

L'ordre principal des conclusions communales est dès lors à écarter.

Au titre de première subsidiarité, la commune soulève le caractère inopérant du moyen soulevé en phase contentieuse et présenté pour la première fois devant le tribunal administratif par Monsieur La commune insiste sur le caractère stérile de ce moyen par rapport à la prétention de l'intimé, étant donné que, toutes choses restant égales par ailleurs, le PAG à adopter et approuver sur annulation contentieuse devrait probablement être identique aux délibération communale et décision ministérielle actuellement litigieuses.

Une chose est certaine : L'annulation de la délibération d'adoption du PAG phase 1 et de la décision ministérielle d'approbation afférente actuellement critiquées, tout en n'opérant qu'*ex nunc* conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, ne comporte pas moins comme effet direct que jusqu'à l'adoption d'un nouveau PAG ensemble l'approbation ministérielle afférente, la commune de Diekirch se trouverait démunie de PAG refondu, du moins pour la localité de Diekirch proprement dite, sans que pour autant – toutes circonstances restant égales par ailleurs – la revendication de reclassement des parcelles de l'intimé n'en devienne mieux fondée. Toujours *rebus sic stantibus*, la probabilité que relativement au classement des terrains de l'intimé le PAG à adopter et approuver reste le même relève quasiment de la certitude.

L'annulation prononcée fait *a priori* d'autant moins de sens qu'elle ne porte, par la force des choses, que sur un seul des deux volets du PAG, celui de la phase 1 ayant globalement trait à la Ville de Diekirch, et ne touche pas l'autre volet ayant trait à la phase 2 de la ZANO du Fridhaff pour la simple raison que ce volet n'a pas été attaqué utilement dans le cadre du litige sous analyse, aucune objection n'ayant par ailleurs été soulevée pour cette deuxième phase.

L'annulation ainsi prononcée en première instance aboutit dès lors à la situation pour le moins ubuesque où la commune serait appelée à refaire son PAG pour une partie non touchée directement par la sanction juridictionnelle prononcée en première instance.

Il découle encore clairement des conclusions du propriétaire concerné, telles que réitérées en dernière instance à travers son mémoire en duplique que les seuls « motifs » présentés par les parties adverses pour justifier les reclassements des terrains appartenant à Monsieur ... ont trait à la situation de ces terrains en pleine pente du ..., au risque d'éboulement y relatif et à la difficulté d'accès par rapport à ses terrains sans que toutefois des questions d'inondation ne se posent pareillement aux deux affaires parallèles.

Il est patent que l'argument du phasage n'interfère nullement par rapport à la multiple problématique à discuter au fond pour les terrains litigieux.

Sous ces deux aspects le moyen ayant trait au phasage n'a dès lors effectivement pas revêtu un caractère opérant.

Cependant, quant à son objectif, le moyen tendant à voir annuler les délibération communale et décision ministérielle critiquées revêt un caractère opérant résiduel en ce que, du fait de cette annulation, les décision communale et étatique de reclassement du terrain de Monsieur ... en dehors du périmètre d'agglomération dans lequel il se trouvait antérieurement sont appelées à tomber à faux.

De la sorte, effectivement, sur l'annulation prononcée, ce terrain se retrouve à nouveau dans le périmètre d'agglomération, il est vrai dans le contexte de l'ancien PAG adopté sous les prévisions de l'ancienne loi modifiée du 12 juin 1937.

Forte de cette dernière considération, la Cour est amenée à retenir un caractère opérant certes résiduel, mais réel, dans le chef du moyen proposé.

Elle est de la sorte amenée à toiser la question suivante du bien-fondé du moyen en question.

Cette conclusion du caractère néanmoins opérant sous l'aspect retenu du moyen proposé serait restée la même si les premiers juges avaient suivi les conclusions actuellement proposées en dernier ordre de subsidiarité par la commune correspondant à celles proposées en troisième ordre de subsidiarité par l'Etat.

Même si l'annulation s'était limitée aux seules parcelles litigieuses de l'intimé privé, l'effet de celle-ci aurait cependant été que les terrains retournent provisoirement à l'intérieur du périmètre d'agglomération, même si par la suite un passage à nouveau devant le conseil communal et le ministre de l'Intérieur n'aurait cependant guère été de nature, toutes choses restant égales par ailleurs, à emporter une conclusion différente quant au classement précisément opéré par les autorités publiques compétentes, la question du phasage y étant pour l'essentiel étrangère.

Par rapport à la question du phasage soulevée, la Cour est amenée à retenir en principe que la loi ne l'interdit expressément, ni d'ailleurs ne le prévoit comme tel. Si par essence et en principe la refonte d'un PAG est effectivement appelée à s'effectuer à travers une procédure globale impactant l'ensemble du territoire communal, cependant, par exception, en cas de motifs dûment justifiés et objectivement vérifiés, un déphasage ponctuel peut être envisagé notamment pour des parties du territoire communal revêtant des particularités certaines consistant notamment en la nécessité d'effectuer des études ponctuelles plus poussées que celles requises pour le territoire communal par ailleurs, voire des considérations ayant trait à des raccordements nécessaires, outre les frontières communales, par rapport à des réglementations d'urbanisme de communes voisines.

Cette position de principe rejoint essentiellement les conclusions du jugement du tribunal administratif du 6 juin 2016 (n^{os} 34657 et 37439 du rôle) ayant statué dans la même lignée de principe et, par ailleurs, mentionné dans son argumentaire par le tribunal.

A ce stade, la Cour estime que la situation sous analyse revêt des caractéristiques d'une particularité éminente, le cas échéant unique au Grand-Duché. Si la ZANO se trouve à cheval sur les territoires de 2 communes, à savoir celles de Diekirch et d'Erpeldange-sur-Sûre, et que ce phénomène n'est peut-être pas unique, le fait qu'elle s'inscrit dans un projet d'avenir appelé à regrouper, potentiellement, 6 communes dans une future Nordstad, toutes impliquées dans la mise en place de pareille zone d'activité, relève d'une situation absolument exceptionnelle. Celle-ci se caractérise encore de manière spécifique en raison de la distance existant entre la localité de Diekirch et le site du Fridhaff qui peut être évaluée à plus d'un kilomètre et qui fait des deux entités en question non seulement des parties du territoire communal bien distinctes également quant à leur nature mais encore quant à leur urbanisation future, la zone du Fridhaff se trouvent encore pour le surplus aux confins du territoire communal. Enfin, une autre spécificité consiste en ce que la ZANO est destinée à devenir un îlot autonome disposant d'un raccordement certain à la voirie existante.

Pour des raisons de réalisme, la Cour admet que sans dépasser sa marge d'appréciation, le conseil communal de Diekirch a pu, sous le guidage avoué du ministère de l'Intérieur, procéder au phasage par eux mis en place et actuellement querellé par Monsieur ..., sans que, compte tenu des spécificités du dossier par rapport à la ZANO et au volume de la SUP à réaliser y relativement, de même que du fait des délais prévus dans la législation pertinente pour achever la refonte d'un PAG ensemble la sanction ayant eu cours à l'époque, cette manière de procéder ne peut raisonnablement point être critiquée de manière valable.

Tel que le souligne encore à bon escient la partie étatique, des motifs essentiels ayant amené les premiers juges à retenir le vice de procédure du phasage en deux temps tombent à faux en ce que les exigences par eux mises en avant au regard de la modification législative du 28 juillet 2011, n'ont, cependant, en définitive, pas été adoptées de la manière prévue aux travaux parlementaires relatés sous les passages finalement retenus comme déterminants par les premiers juges dans leur argumentaire.

La nécessité afférente d'une refonte globale stricte, sans exception permise, n'a en tout cas pas pu être utilement induite à partir de cet argumentaire.

Enfin et de manière plus générale, une appréciation rigide et stricte d'un critère, tel que celui d'une refonte globale sans exception aucune, ne correspond pas aux réalités de la vie et ne saurait dès lors être valablement portée en exigence par la juridiction administrative, sous peine de mener à des conséquences outrancières dépassant de loin le cadre du moyen soulevé, fût-il opérant.

Plus particulièrement, en matière de refonte de plans d'aménagement généraux, même à considérer une refonte globale en un seul jet, des déphasages ponctuels s'opèrent couramment et nécessairement à partir du moment où la juridiction administrative est amenée à prononcer des annulations d'éléments de la procédure.

A cet escient, la Cour administrative insiste sur l'application de la maxime *potius ut valeat quam ut pereat* consistant à dire qu'il échet de conserver tout ce qui peut l'être et qu'il convient de n'annuler que ce qui est strictement nécessaire afin de déclarer un recours utilement fondé. Même pour une annulation ponctuelle, des déphasages en découlent nécessairement, il est vrai à un stade avancé de la procédure.

Cependant et en toute hypothèse d'annulation contentieuse, un déroulement absolu en un seul jet de la procédure de refonte ne saurait en aucune manière être exigé comme tel sous peine de rendre impossible toute annulation même partielle et d'enlever ainsi tout caractère effectif aux recours ouverts aux administrés contre les délibération communale et décision ministérielle opérant adoption et approbation du PAG refondu.

Toujours en termes de réalisme, il convient encore de signaler que le mandataire de Monsieur ... a pu admettre à l'audience que le nombre important de pages des études préparatoires et SUP n'a déjà pas permis à l'auteur des objection et réclamation en phase d'aplanissement des difficultés d'en avoir une lecture complète et approfondie en temps utile, tandis que tous les aspects de la réglementation d'urbanisme n'étaient de toute manière pas disponibles aux moments respectifs des objection et réclamation en question dans la mesure où les plans sectoriels en attente, deuxième mouture, ne l'étaient eux aussi pas non plus.

Egalement sous cette optique, la critique formulée du caractère non disponible de tous les éléments de la phase 2 aux moments respectifs des objection et réclamation en question ne tient pas utilement debout, outre le fait que la phase 2 n'a pas eu à proprement parler d'impact possible sur les questions effectivement litigieuses au fond à la base du reclassement de la parcelle dont question, à savoir les problèmes d'accessibilité des parcelles litigieuses et de leur topographie accidentée rendant un aménagement difficile, ensemble les problèmes de stabilité structurelle.

Autrement dit, même si l'annulation aurait servi Monsieur ... pour que son terrain rentre de nouveau dans le périmètre d'agglomération en attendant le déroulement de la nouvelle procédure d'adoption et d'approbation du PAG à refondre, rien ne change quant aux questions effectivement litigieuses, qui, *a priori* et en l'absence d'indication contraire fournie, seront restées les mêmes. C'est dire également qu'il appartient aux juges saisis de résorber le point litigieux et, dans la mesure du possible, d'arriver à analyser celui-ci en profondeur. La Justice est à ce prix.

En considération de l'ensemble des éléments qui précèdent, la Cour est amenée à réformer le jugement dont appel et à déclarer le moyen tiré de la question du phasage de la procédure de refonte du PAG de la commune de Diekirch comme étant non fondé, tel qu'invoqué au nom de l'intimé, Monsieur ..., demandeur initial, de sorte qu'il est à débouter de ce moyen.

Dans leurs écrits les deux parties publiques sollicitent le renvoi du dossier en prosécution de cause devant les premiers juges.

Dans ses écrits, l'intimé Monsieur ... ne s'exprime pas directement par rapport à cette question, mais développe en profondeur son argumentaire au fond plus en avant.

A l'audience des plaidoiries devant la Cour, les représentants étatiques ont déclaré que la Cour veuille bien continuer à statuer au fond et ne pas renvoyer le dossier devant le tribunal, tandis que le mandataire de la commune, tout en concluant plus loin au fond et en expliquant les tenants et aboutissants du reclassement du terrain litigieux, préféra demander les instructions précises des autorités communales sur la question du maintien de l'affaire devant la Cour.

Par courrier du 9 novembre 2018, le mandataire de la commune de Diekirch a informé la Cour que sa mandante préférerait néanmoins voir statuer conformément à ses écrits et voir renvoyer l'affaire en prosécution de cause en première instance.

Il convient à cet escient de préciser que dans la mesure où la Cour vient de statuer au fond en appel, l'effet dévolutif de l'appel implique tout simplement que l'entière du litige se trouve d'ores et déjà soumis à la Cour et que celle-ci garde toute la liberté pour soit continuer à statuer plus loin au fond, soit renvoyer le dossier devant le tribunal, son paramètre d'action devant être celui de la meilleure administration possible de la justice, compte tenu de l'ensemble des éléments du dossier.

Afin de pouvoir statuer effectivement sur les questions litigieuses du reclassement critiqué du terrain de Monsieur ... faisant l'objet de ses objection et réclamation rejetées, la Cour estime que dans une optique d'une résorption effective aussi rapide que possible du point litigieux, il convient qu'elle statue plus loin au fond sans renvoi de l'affaire devant les premiers juges.

Cette solution s'impose d'autant plus que finalement deux parties sur trois se sont essentiellement rejointes pour que la Cour statue en ce sens.

Dans un objectif de pouvoir statuer en connaissance de cause sur le bien-fondé des argumentaires respectifs au regard du reclassement du terrain litigieux opéré à travers les délibération communale et décision ministérielle litigieuses, la Cour instaure avant tout autre progrès en cause une visite des lieux avec comparution personnelle des parties, voire de leurs représentants. Elle fixe date et heure pour cette mesure au lundi 26 novembre 2018 à 9.30 heures.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

joint les appels étatique et communal ;

les dit recevables ;

les déclare également fondés ;

réformant, déclare le moyen tiré du phasage de la procédure de refonte du PAG de la commune de Diekirch non fondé et en déboute Monsieur ... ;

dit dès lors qu'à ce stade il n'y a lieu à annulation ni de la délibération communale critiquée du ... ni de la décision d'approbation du ministre de l'Intérieur du ... ;

avant tout autre progrès en cause, ordonne une visite des lieux avec comparution personnelle des parties voire de leurs représentants et fixe celle-ci à la date du lundi 26 novembre 2018 à 9.30 heures – rendez-vous à l'Hôtel de Ville de Diekirch, 27, avenue de la Gare à Diekirch ;

réserve tous droits et moyens des parties ainsi que les dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier assumé de la Cour Colette MORIS.

s. MORIS

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 19 novembre 2018
Le greffier de la Cour administrative